



CITIES CLIMATE FINANCE TRAINING



Climate-KIC is supported by the
EIT, a body of the European Union



Rabat | Septembre 2016

I4CE : qui sommes-nous?

- Une initiative de  et 
- Analyse des questions économiques liées aux politiques climat-énergie
 - Produire de l'expertise au service de l'intérêt général
 - Renforcer les capacités des acteurs économiques
 - Contribuer au débat public
- 3 pôles d'expertise
 -  Industrie, énergie et climat
 -  Territoires et climat
 -  Finance, investissement et climat

Comment est née la finance climat ?

Lutter contre le changement climatique : boîte à outils des politiques publiques climatiques

► La réglementation :

- 👍 Efficace sur des processus ou des technologies bien définis
- 👎 Doit être différenciée pour des émetteurs hétérogènes, coût économique difficile à anticiper, les émissions totales dépendent des niveaux de production.



Directive européenne :
norme de $130\text{gCO}_2/\text{km}$ en 2012 pour les véhicules automobiles particuliers neufs



Directive nitrate : limitation de l'épandage des effluents d'élevage à 170kg N/ha/an dans les ZV

La boîte à outils des politiques publiques climatiques

► La fiscalité :

- 👍 *Coût économique connu, nouvelles recettes, peut intégrer des secteurs d'émissions diffuses*
- 👎 Incertitude sur l'atteinte de l'objectif de réduction d'émission, risques d'exemptions liées à une faible acceptabilité sociale



Taxe carbone en Suède



Contribution Climat Energie en France :

Taxe sur le contenu carbone des produits énergétiques (14,5 €/tCO₂ en 2015)

La boîte à outils des politiques publiques climatiques

► Les systèmes d'échange de droits d'émission (cap & trade)

- 👍 *Optimisation des coûts économiques, objectif environnemental fixé au démarrage, possibilité de lever de nouvelles recettes*
- 👎 Complexité, coûts de mise en place et de gestion plus élevés

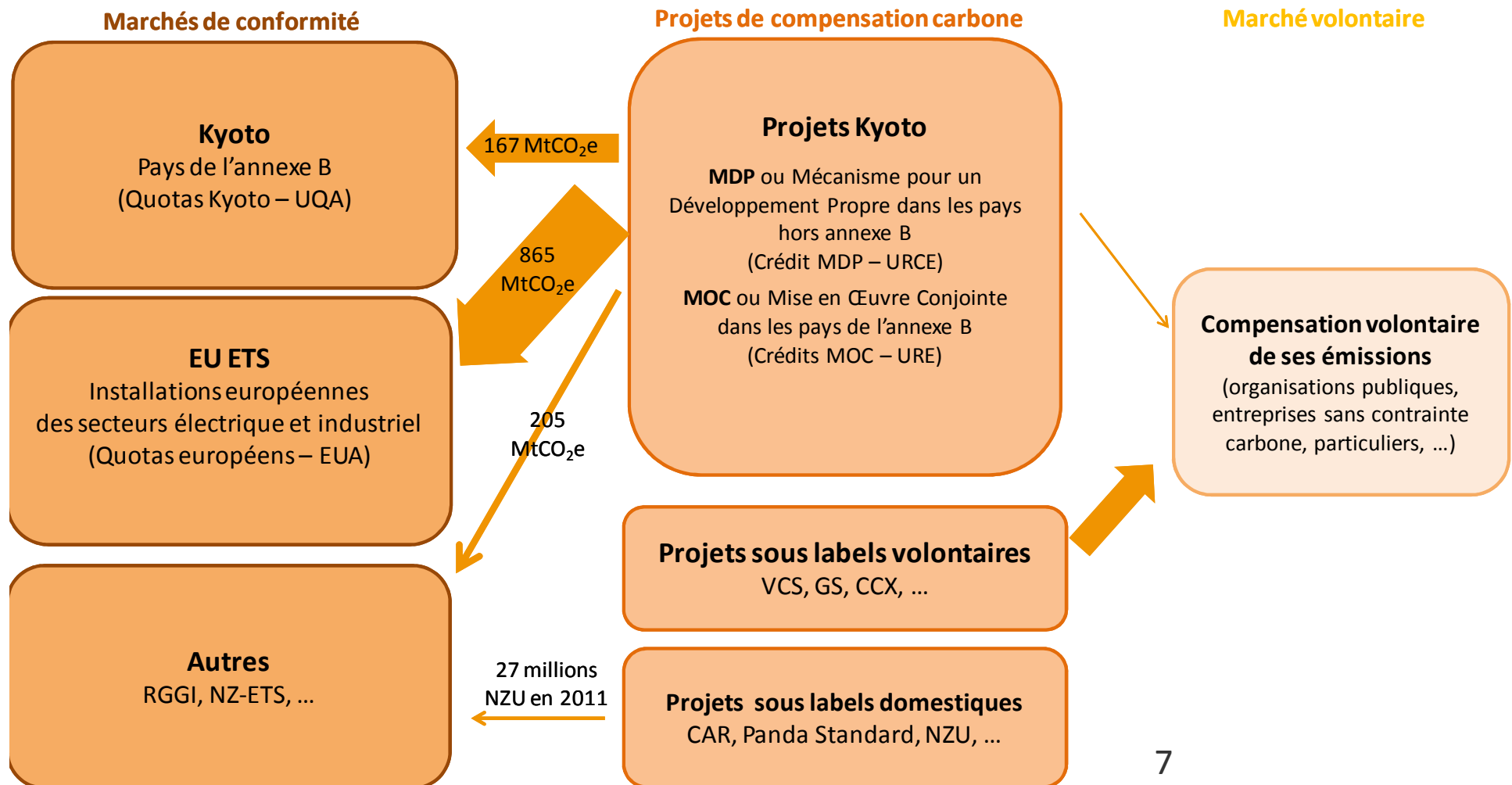


Kyoto protocol

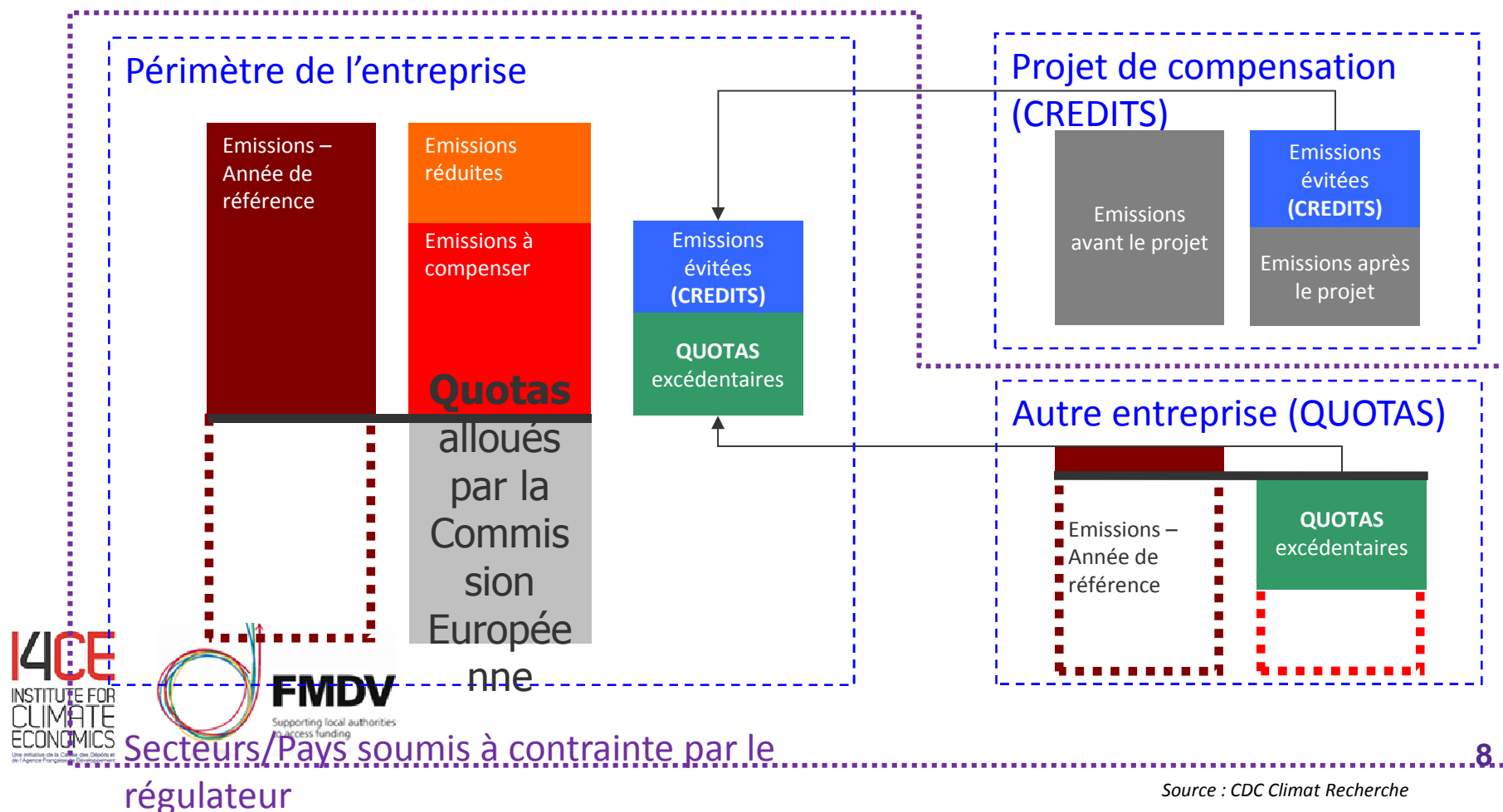


European Union Emissions Trading Scheme (EU ETS)

- En d'autres mots ...



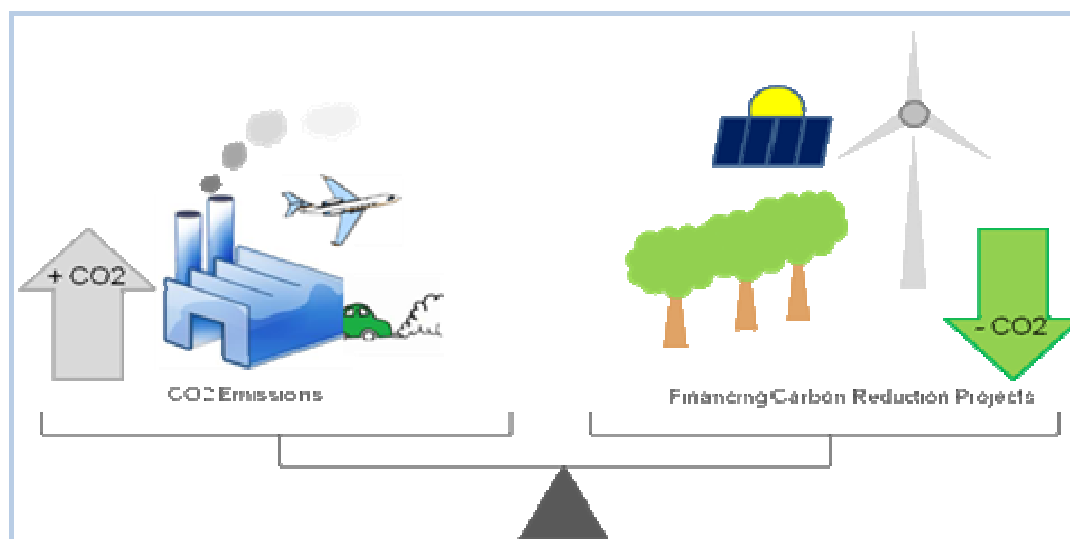
- Offre et demande de carbone sur les marchés de conformité (125 G€ en 2011)



Concrètement, qu'est-ce qu'un projet carbone ?

Introduction

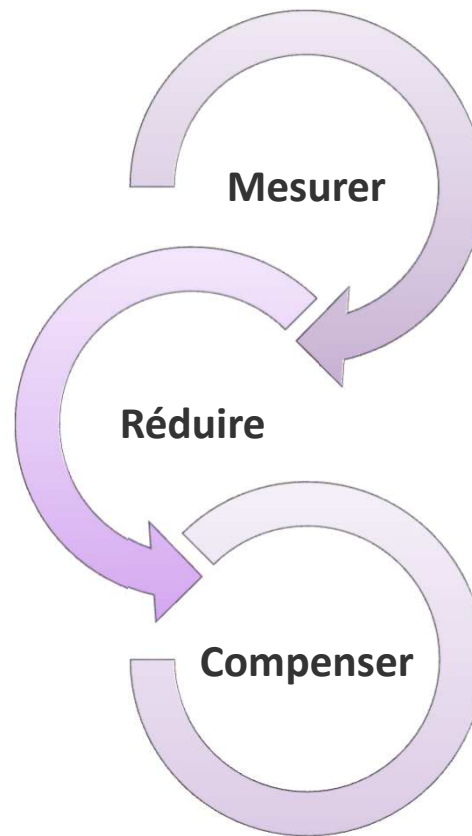
Les entreprises ou des les personnes souhaitant **neutraliser** leurs émissions de gaz à effet de serre (GES) liées à leurs activités peuvent le faire en **finançant des projets réducteurs d'émissions de carbone** quelque part dans le monde



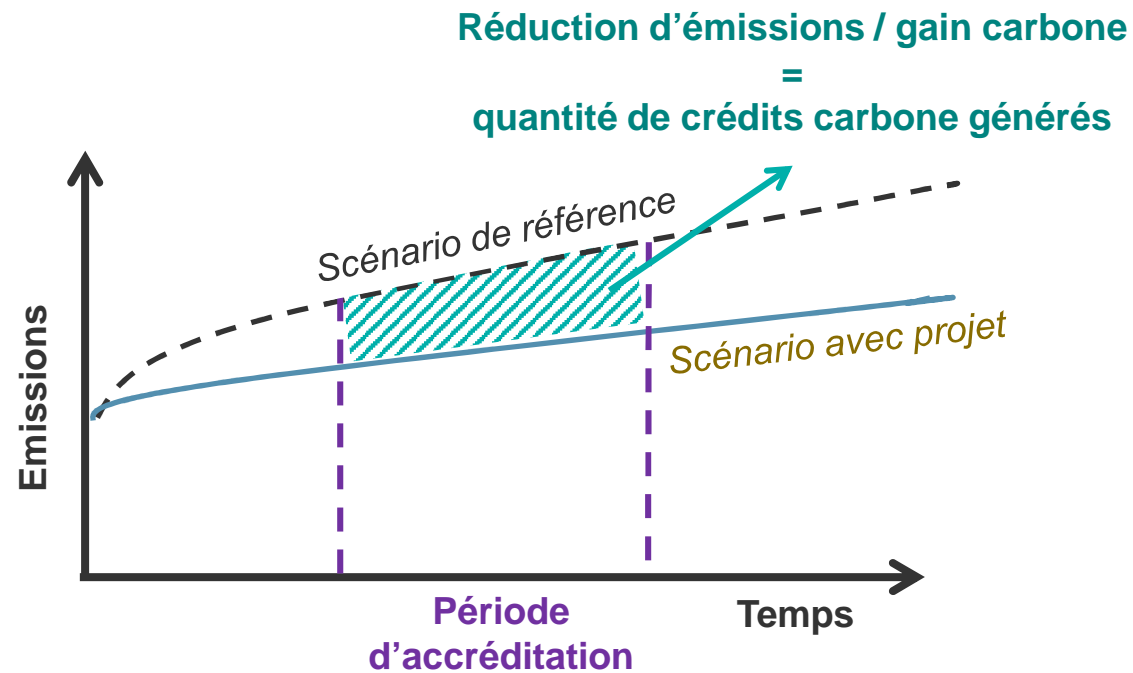
Le rejet dans l'atmosphère d'un gaz à effet de serre tel que le carbone (CO₂) a le même impact sur le réchauffement quel que soit le lieu d'émission.

Eviter l'émission d'une tonne de CO₂, quels qu'en soient le lieu ou la méthode, apporte toujours le même bénéfice climatique.

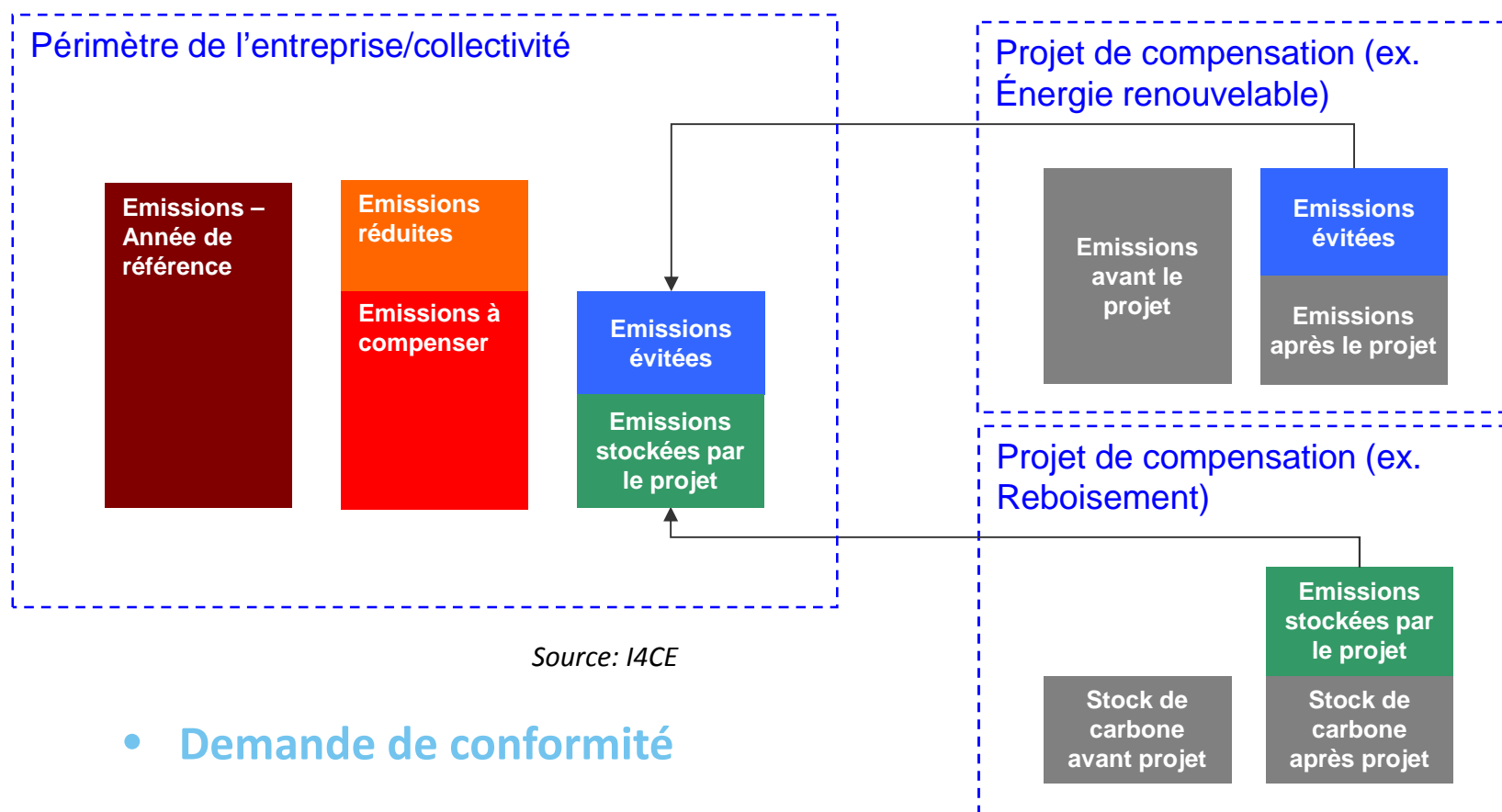
- Les trois temps de la compensation carbone



1 crédit = 1 tonne de CO₂ réduite



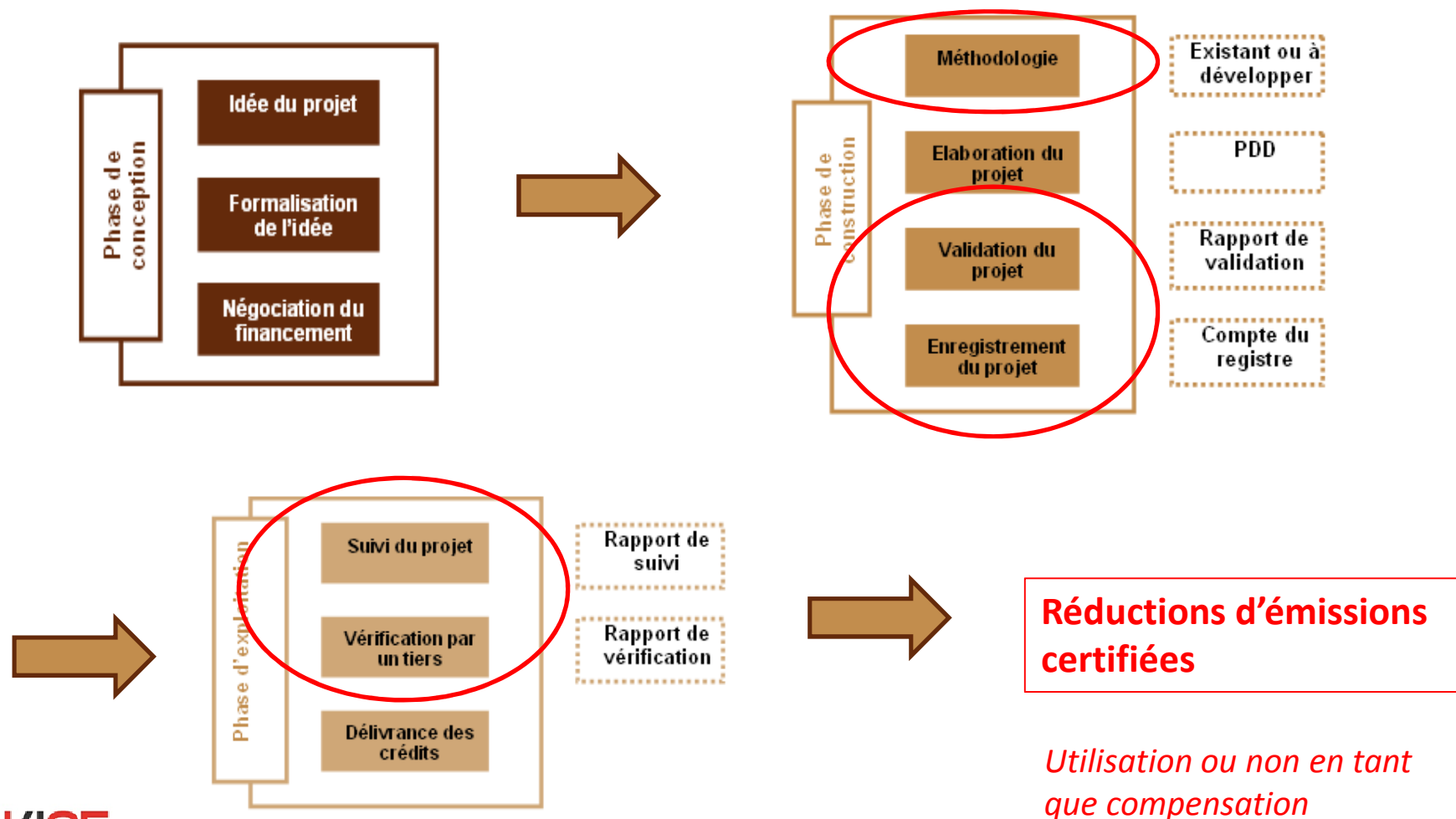
1 crédit = 1 tonne de CO₂ réduite



- **Demande de conformité**

- le **suivi des émissions et de la séquestration** et la prise en compte des fuites de carbone;
- la **vérification par un tiers** pour pouvoir prétendre à des crédits carbone;
- la **traçabilité** des crédits avec mise en place d'un registre permettant d'éviter le risque de double compte ;
- **l'additionnalité** : démontrer que le projet n'aurait pas pu se faire sans cette incitation
- la **permanence** des réductions d'émissions ou la gestion du risque de non permanence

Cycle d'un projet carbone



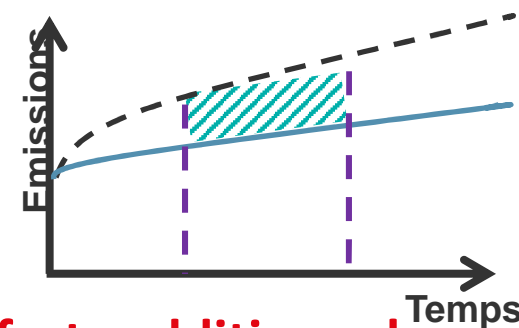
Qu'est-ce que l'additionnalité?

- Additionnalité : le projet ne se serait pas fait sans l'incitation carbone, en lien avec l'existence de barrières :
 - *Démonstration financière* : ce sont les revenus carbone qui permettent de lancer le projet. Le projet n'est pas l'option la plus rentable.
 - *Démonstration de barrières technologiques* : les technologies ou pratiques mises en place dans le projet ne sont pas déployées dans la région concernée.
 - *Démonstration de barrières culturelles* : existence d'un manque de connaissances du sujet ou de 'précédent' lié à la nouveauté apportée par le projet
 - *Démonstration légale ou réglementaire* : le projet n'est pas le résultat d'une obligation réglementaire et n'est pas financé par une politique publique



Un projet avec un gain carbone n'est pas forcément additionnel !

(obligation légale, option la plus rentable, etc.)



=> éviter les effets d'aubaine et s'assurer des efforts additionnels fournis par le projet par rapport à un scénario « business as usual »



Cécile Bordier
Chef de projet I4CE
cecile.bordier@i4ce.org